

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant agrément de l'A.S.B.L. «Résilience», chaussée du
Roeulx 51D, à 7000 Mons, en tant que service d'aide sociale
aux détenus de l'arrondissement judiciaire de Mons**

A.Gt 07-11-2003

M.B. 23-01-2004

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

Vu la demande d'agrément introduite par les responsables de l'A.S.B.L. «Résilience» en date du 2 juillet 2003;

Vu l'avis de l'administration rendu le 25 août 2003;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'aide sociale aux détenus rendu le 16 septembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 octobre 2003;

Considérant que toutes les conditions d'agrément, telles qu'elles sont définies à l'article 5 du décret et aux articles 15 et 16 de l'arrêté, sont remplies,

Arrête :

Article unique. - L'A.S.B.L. «Résilience», chaussée du Roeulx 51D, à 7000 Mons, est agréée pour un an à partir du 1^{er} janvier 2004 en tant que service d'aide sociale aux détenus de l'arrondissement judiciaire de Mons.

Bruxelles, le 7 novembre 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL